

GÉOGRAPHIE MILITAIRE

VI

ALGÉRIE et TUNISIE

Colonel NIOX

Nb de pages : 27	Taille :	Date : Décembre 2005
Référence : GÉOGRAPHIE MILITAIRE - ALGÉRIE et TUNISIE - 2ème édition - 1890		
Auteurs : Colonel NIOX		
Chapitre : DEUXIÈME PARTIE. - PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES.		
Destinataires : Visiteurs du site http://aj.garcia.free.fr		
Remarques		
Merci pour vos encouragements à aj.garcia@free.fr		

Plein écran

Sommaire

DEUXIÈME PARTIE	7
PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DEPUIS LA CONQUÊTE	
D'ALGER	7
Période de 1830-1840	10
Abd el-Kader	11
Expéditions de Constantine	12
Puissance d'Abd el-Kader (1837-1839)	13
Période de 1840-1848	15
Conquête définitive du Tell (1841-1847)	16
Soumission du Sahara	19
Période de 1848-1857	20
Soumission de la Kabylie	21
Période de 1858-1871	23
Expédition du Maroc (1859)	23
Insurrection de 1864	23
Expédition du général de Wimpffen dans le Sud-Marocain (1870)	24
Insurrection de 1871	24
Révolte d'el-Amri (1876) et de l'Aurès (1879)	25
Insurrection de 1881-1882	25
Combat du chott Tigri (20 avril 1882)	26
Occupation du Mزاب (novembre 1882)	27

DEUXIÈME PARTIE.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DEPUIS LA CONQUÊTE D'ALGER.

Le dernier dey algérien Hussein arriva au pouvoir en 1818.

Les relations de l'Algérie avec la France, interrompues pendant l'Empire, avaient été rétablies en 1816 ; mais des difficultés incessantes se produisaient et les corsaires algériens ne renonçaient ni aux courses de prise, ni même au droit de visite sur les navires portant pavillon ami.

Le dey réclamait une somme de 300,000 francs (traité de 1817) pour les concessions ; la France ne voulait accorder que 90,000 francs, chiffre admis par une convention antérieure. Mais la cause la plus grave de dissentiment se trouvait dans l'affaire de la créance Bakri. Des juifs algériens avaient fait d'importantes fournitures de blé au Directoire. En 1819, cette créance avait été réglée au chiffre de 7 millions, en réservant les droits de Français dont Bakri et Cie étaient débiteurs ; elle n'était pas encore éteinte en 1827. Le dey avait de grands intérêts dans cette affaire. Il était mécontent de ces lenteurs. Le consul de France s'étant présenté à son audience solennelle le 27 avril 1827, le dey l'interpella vivement à ce sujet et, faisant un geste violent, l'atteignit de son éventail.

Le gouvernement français demanda réparation de cette injure. Elle fut refusée. Le 15 juin suivant, l'état de guerre fut déclaré, et un blocus fut établi sur les côtes. Le résultat en fut nul pendant trois ans et une action de vigueur fut alors décidée.

On réunit une flotte de 103 bâtiments parmi lesquels : 11 vaisseaux et 24 frégates, une flotte de transport de 347 navires de commerce, et une flottille de débarquement de 225 bâtiments.

L'effectif de l'armée s'élevait à 37,000 hommes. L'amiral Duperré commandait la flotte ;

Le général Bourmont, l'armée de terre.

La flotte quitta Toulon le 25 mai ; fit relâche dans la baie de Palma.

Le 31, on fut en vue de la côte d'Afrique ; la tempête obligea la flotte à reprendre la haute mer. Elle se rallia de nouveau à Palma, d'où elle repartit le 10 juin.

Débarquement à Sidi-Ferruch. – Le 14 juin 1830, vingt jours après le départ de Toulon, la flotte était rassemblée devant la plage de Sidi-Ferruch, à l'ouest d'Alger.

Le débarquement commença, à la pointe du jour. On vit à peine quelques bandes de cavaliers et de fantassins. Trois batteries furent rapidement enlevées ; les troupes débarquées se fortifièrent dans leur camp. Cependant l'aga Ibrahim, gendre de Hussein, avait porté ses forces à Staouéli ; les récits des témoins oculaires varient beaucoup dans leurs appréciations. Les uns les estiment à 60,000 hommes ; d'autres à 20,000 hommes seulement.

Combat de Staouéli. - Après quelques escarmouches dans les journées précédentes, l'ennemi attaqua, le 19, avec une grande énergie ; il fut victorieusement repoussé. Les pertes du corps expéditionnaire furent de 57 tués et 473 blessés.

L'ennemi chercha encore à arrêter, sur le plateau de Sidi-Khalef, la marche de l'armée qui se dirigeait vers Alger. Les journées du 24 au 28 furent également pénibles et meurtrières.

Prise d'Alger. - Le 29 juin, l'armée arriva devant Alger. Le lendemain, les batteries furent commencées à 600 mètres devant le fort de l'Empereur. Le feu fut ouvert le 4 au matin. La défense, d'abord énergique, se montra bientôt impuissante. A dix heures du matin, l'ennemi faisait sauter le fort.

Le 5 juillet, le dey capitula. Il quitta la terre d'Afrique ; ses janissaires furent transportés en Asie.

La régence d'Alger était alors divisée en trois beylicks : Oran, Constantine, et, entre les deux, le beylick du Titeri, dont Médéa était le chef-lieu. Le dey se réservait l'administration directe du Sahel d'Alger et de la Métidja. Le général Bourmont, nommé maréchal, s'efforça de substituer l'autorité de la France à celle du dey, en la faisant reconnaître par le bey d'Oran, qui y consentit facilement ; par le bey de Titeri, qui parut consentir également, mais seulement pour mieux dissimuler. Quant au bey de Constantine, il se mit hors d'atteinte.

Trois semaines plus tard, le trône de Charles X était renversé. La nouvelle en parvenait à Alger le 30 août.

Un nouveau système de gouvernement était inauguré en France avec l'avènement au trône de la famille d'Orléans. Les fluctuations et les luttes parlementaires allaient avoir, pendant de longues années, sur la direction des affaires algériennes ; des contre-coups funestes.

Tandis que le roi Louis-Philippe et les princes de sa famille soutenaient de leurs sympathies et de leur influence la consolidation de la conquête, se trouvant ainsi d'accord avec le sentiment général du pays, le Parlement, le Conseil des ministres même, se montraient étrangement divisés.

Les uns supputaient les dépenses considérables qu'entraînerait l'occupation de la Régence, les autres montraient l'impossibilité de s'y maintenir en cas d'une guerre européenne, regrettaient l'immobilisation d'une partie de l'armée, déploraient les conséquences d'une politique coloniale qui paralyserait l'action de la France en Europe.

Les plus modérés demandaient que l'on se bornât à l'occupation d'Alger et de quelques points du littoral avec une banlieue restreinte ; les autres réclamaient bruyamment l'aban-

don total de la nouvelle conquête.

A ces luttes d'opinions venaient s'ajouter les embarras diplomatiques. La Sublime-Porte refusait de reconnaître les droits de la France dérivant de la conquête. Les hommes d'état anglais ne voyaient pas sans jalousie l'extension prise par la puissance française dans la Méditerranée ; ils prétendaient du moins s'opposer à ce qu'elle dépassât les limites de la Régence d'Alger, et à ce qu'elle débordât sur le Maroc ou sur la Tunisie.

A toutes ces complications venaient s'ajouter de nombreuses difficultés d'ordre militaire ; la guerre d'Afrique nécessitait une organisation spéciale, des méthodes nouvelles, auxquelles ni les chefs, ni les troupes n'étaient préparés.

Par suite de l'insuffisance des précautions hygiéniques et de fatigues excessives, l'état sanitaire était mauvais ; l'ennemi nombreux, actif, fanatique, la plupart du temps insaisissable.

Tantôt, par économie, on diminuait les effectifs ; tantôt il fallait se hâter d'envoyer des renforts pour réparer un échec et maintenir le prestige du drapeau, et, comme on hésitait sur le but à atteindre et sur la forme même à donner à l'occupation française, les opérations étaient décousues et restaient sans portée sérieuse.

Enfin, à cette époque troublée par les agitations politiques auxquelles les chefs de l'armée étaient souvent mêlés, il surgissait des conflits de personnes regrettables et trop fréquents.

Telle fut l'histoire des dix premières années, de 1830 à 1840 ¹. En 1840 seulement, fut entreprise d'après un plan méthodique, la conquête définitive de l'Algérie ; la France y employa une armée dont l'effectif atteignit près de 100,000 hommes. Cette deuxième période se termina au commencement de 1848, par la **reddition d'Abd el-Kader**, au moment même où une nouvelle tourmente révolutionnaire renversait le trône de Louis-Philippe.

Mais la conquête ne fut définitivement achevée qu'en 1857, par la **soumission de la Kabylie**.

Depuis 1857, la sécurité de l'Algérie n'a plus été troublée que par des insurrections rapidement comprimées, et dont le retour ne saurait désormais compromettre les progrès de la colonisation. La dernière de ces grandes insurrections eut lieu en 1881. Il reste toutefois encore le souci de voir quelque agitation algérienne coïncider avec une nouvelle guerre européenne.

¹Voir *Les commencements d'une conquête. - L'Algérie de 1830 à 1840*, par Camille Rousset.

Période de 1830-1840.

Le premier commandant, en chef de l'armée d'Afrique, nommé par le gouvernement du roi Louis-Philippe, fut le général Clauzel. Il avait une belle réputation militaire ; quinze années de retraite depuis 1815, n'avaient amoindri ni son activité ni sa vigueur.

Le général Clauzel commença par attaquer le bey de Titeri ; il entra de vive force dans Blida, fit enlever le passage des gorges du **Tenia de Mouzaïa** (nov. 1830), et mit garnison dans Médéa. Les difficultés du ravitaillement de cette place le déterminèrent quelque temps après à en retirer les troupes. Le bey nommé par lui fut impuissant à faire reconnaître son autorité.

Cependant, les préoccupations causées en France par la révolution belge ; ayant décidé le gouvernement à réduire à une dizaine de mille hommes l'effectif des troupes d'Afrique, il ne fallait pas songer à étendre l'occupation ; le général Clauzel eut la pensée de mettre à la tête des beylicks de Constantine et d'Oran, des princes vassaux appartenant à la famille des beys de Tunis, et il entama à ce sujet des négociations directes à Tunis par l'intermédiaire de M. de Lesseps, consul général de France.

Le bey de Constantine, Ahmed, fut déclaré déchu, mais il ne se laissa pas déposséder.

Le bey d'Oran, Hassan, avait reconnu la souveraineté de la France, dès le temps du général Bourmont, mais il était vieux et n'aspirait qu'à recevoir un successeur, pour se retirer en Asie et jouir en repos de ses richesses. Une petite garnison fut envoyée à Oran, et quelque temps après un prince tunisien y fut installé.

Ces mesures furent d'ailleurs désavouées par le gouvernement français ; peu de temps après, le général Clauzel fut rappelé.

Il fut remplacé par le général Berthezène ; le général Savary, duc de Rovigo, et le général Voirol furent ensuite successivement appelés au commandement des troupes d'Afrique. Chacun d'eux n'y resta que quelques mois.

En 1834, quatre ans après la prise d'Alger, lorsque le gouvernement français décida, sur le rapport d'une commission d'enquête, de conserver définitivement « les possessions de la côté septentrionale de l'Afrique » et nomma comme premier gouverneur général, réunissant dans ses mains tous les pouvoirs civils et militaires, le général Drouet d'Erlon, c'était la sixième fois que le commandement en chef changeait de mains. Aussi la situation générale était-elle peu brillante.

On occupait Alger avec un territoire restreint, Oran, Bougie et Bône, dont les petites garnisons étaient constamment bloquées. C'était à ces villes que devait, suivant les ordres du gouvernement, se borner l'occupation militaire, la France réservant d'ailleurs ses droits de souveraineté sur toute la Régence d'Alger. L'effectif de l'armée fut fixé à 21,000 hommes.

Jusqu'alors les opérations militaires n'avaient consisté qu'en occupations de postes qu'on abandonnait peu après, en marches pénibles de ravitaillement, en coups de mains de razzias sur des tribus indociles, en combats de détail sans résultat appréciable.

Abd el-Kader.

La chute de la domination turque avait laissé la province d'Oran dans une complète anarchie. Les troupes françaises ne sortaient guère de l'enceinte d'Oran. Après avoir cherché à dominer le pays, l'empereur du Maroc y renonça. Les tribus cherchaient à se grouper autour d'un chef. C'est alors que surgit Abd el-Kader, fils d'un marabout influent de la tribu des Hachem de Mascara ; il était âgé de 24 ans (1832).

Son père le présenta dans la plaine d'Eghris aux tribus des Hachem et des Beni Amer, comme l'homme prédestiné, désigné par Dieu pour chasser les infidèles.

Abd el-Kader était un homme d'éducation soignée ; il avait vu l'Orient et l'Égypte, était versé dans l'étude du Coran, et connaissait à fond la casuistique de la jurisprudence musulmane. Il avait toute la science d'un thaleb et la vigueur d'un soldat. « Doué de certaines qualités d'organisation et de politique, à la fois froid et passionné, souple et violent, il rappelle, à plus d'un point de vue, ces hommes d'état et d'église tels que le moyen âge les suscita dans le monde européen. »

Il eut cependant, dès son début, à lutter contre plusieurs tribus qui refusaient de reconnaître son autorité : les Oulad Sidi Cheikh au sud, les Angad de la frontière marocaine, les Douair et les Sméla, tribus makhzen des environs d'Oran, qui étaient au service des beys turcs, et aussi contre les Turcs et leurs auxiliaires, les Coulouglis.

Traité Desmichels. - Après quelques opérations assez décousues, le général Desmichels, commandant à Oran, entra en pourparlers avec Abd el-Kader, traita avec lui de puissance à puissance, et le reconnut comme émir « prince des croyants » auquel les populations musulmanes devaient l'obéissance. On reçut ses oukils (représentants), à Oran, à Alger, à Arzeu. On envoya à Mascara, sa capitale, des officiers avec le titre de consuls, on lui prêta appui contre les tribus qui lui étaient hostiles ; on lui fournit des armes, du plomb, du fer, de la poudre. Ce traité avait le grave inconvénient d'augmenter l'importance d'Abd el-Kader, dont l'ambition grandissait rapidement.

Le général Trézel remplaça le général Desmichels à Oran. Les Douair et les Sméla, sous leur vaillant chef Mustapha ben Ismaël, se placèrent sous la protection de la France. Abd el-Kader protesta ; il occupa Miliana et Médéa. Le traité fut rompu.

Combat de la Macta (juin 1835). - Le général Trézel marcha contre lui avec 2,500 hommes et 6 canons ; il se porta sur le Sig, eut un premier engagement heureux à Mouley Ismaël et voulut ensuite se diriger sur Arzeu pour y laisser ses blessés. De mauvaises dispositions de marche ayant été prises, sa colonne fut assaillie dans le défilé formé par les hauteurs qui bordent les marais de la Macta ; elle subit de graves pertes (environ 500 hommes tués et blessés).

Le général Trézel fut rappelé et le gouverneur général Drouet d'Erlon, remplacé par le maréchal Clauzel.

Prise de Mascara et occupation de Tlemcen. - Le nouveau gouverneur réunit à Oran un corps de 11,000 hommes, et, pour venger l'échec de la Macta, marcha sur Mascara. Il battit l'émir dans la plaine entre le Sig et l'Habra (3 déc. 1835), se porta sur Mascara où il entra sans coup férir, et qu'il fit brûler et sauter.

De son côté, Abd el-Kader alla attaquer le méchouar (citadelle) de Tlemcen, dans lequel 750 Turcs ou Coulouglis avec Mustapha ben Ismaël étaient bloqués par un de ses lieutenants. Le maréchal débloqua la ville, et y installa un bataillon commandé par le capitaine Cavaignac.

Pour en assurer le ravitaillement, un camp fut établi à l'embouchure de la Tafna, en face l'îlot de Rachgoun, qui avait été antérieurement occupé, pour empêcher l'abordage des barques par lesquelles l'ennemi recevait des ressources.

Après un combat furieux sur les bords **de la Tafna** (25 mai 1836), Abd el-Kader bloqua le camp, tandis qu'il repoussait les sorties des défenseurs de Tlemcen ; la famine commençait à se faire sentir dans cette place, lorsque le général Bugeaud débarqua avec trois régiments.

Combat de la Sikkah (6 juillet 1836). - Le général Bugeaud manœuvra activement et avec habileté, ravitailla Tlemcen, et, ayant attiré les troupes d'Abd el-Kader sur un terrain favorable, entre la Tafna, l'Isser, et la Sikkah, il lui infligea une défaite complète.

Malheureusement, au lieu de continuer les opérations pour ruiner par la force l'influence d'Abd el-Kader, le général Bugeaud entra l'année suivante en négociations ; Abd el-Kader consentit à ravitailler Tlemcen ; on lui rendit ses prisonniers ; on lui fournit de l'acier, du fer, du plomb ; puis, on signa la paix avec lui.

Traité de la Tafna (30 mai 1837). - Par ce traité, conclu par le général Bugeaud, commandant à Oran, et qui était alors indépendant du gouverneur général de Damrémont, Abd el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France en Afrique, mais sans en donner aucun gage et sans payer de tribut. La France ne se réservait autour d'Oran qu'un territoire étroit compris entre la Macta, le Sig, la rive méridionale de la Sebkhah et le Rio Salado, et, en dehors de ces limites, Mostaganem et Mazagan ; dans la province d'Alger, la Métidja limitée par une ligne comprenant Koléa, suivant le cours de la Chiffa, la première crête des montagnes, jusqu'à l'oued Khadra à l'est, et « au-delà ». (Cette expression de au-delà ne précisait évidemment rien et réservait, aurait-on dit, la possibilité de rompre le traité de part ou d'autre sous le moindre prétexte.)

Tout le reste de la province d'Alger et de la province d'Oran, y compris Tlemcen, était abandonné à l'administration de l'émir.

Expéditions de Constantine.

Ce traité de la Tafna, qui augmentait encore l'importance donnée à Abd el-Kader par le traité Desmichels, permettait de se retourner du côté de Constantine, où la résistance du bey Ahmed créait de graves difficultés.

Première attaque de Constantine. - Au mois de novembre 1836, le maréchal Clauzel s'était rendu à Bône pour prendre le commandement des troupes avec lesquelles il espérait occuper Constantine sans grandes difficultés. Le duc de Nemours accompagnait l'expédition. Il partit de Bône, le 13 novembre, avec une colonne de 8,000 hommes. Des pluies torrentielles, le mauvais état des chemins, les fatigues qui en résultèrent, épuisèrent les troupes avant tout combat.

La position de Constantine était formidable ; différentes causes contrarièrent les dispositions d'attaque ; l'assaut ne réussit pas. Le maréchal ordonna la retraite qui se fit, non sans douloureuses péripéties, protégée par un bataillon du 2^{ème} léger, sous les ordres du commandant Changarnier, dont la réputation militaire reçut alors une éclatante consécration. La colonne, ramenée à Bône, avait perdu plus de 700 hommes dont 450 tués ou disparus.

C'est à la suite de cet échec que le maréchal Clauzel fut remplacé par le général de Damrémont.

Deuxième attaque et prise de Constantine (13 octobre 1837). - L'année suivante, l'expédition de Constantine fut reprise, sous les ordres du général de Damrémont, avec 12,000 hommes formés en quatre brigades, commandées par le duc de Nemours, les généraux Trézel, Rullière, et le colonel Combes. Le génie sous les ordres du général Rohault de Fleury, l'artillerie sous ceux du général Valée, attaché à la personne du duc de Nemours. On occupait Guelma et le camp de Medjez el-Akmar, où fut organisée l'expédition.

La colonne arriva devant Constantine le 6 octobre, et eut à supporter, comme l'année précédente, les dures épreuves d'un temps affreux ; les batteries de brèche, établies sur les hauteurs du Coudiat-Aty, entrèrent en action le 10 ; l'assaut fut donné le 13, la première colonne, sous les ordres du lieutenant-colonel La Moricière, la deuxième sous ceux du colonel Combes, qui fut tué. Il fallut combattre dans chaque rue, enlever chaque maison.

La veille, le général de Damrémont avait été tué d'un boulet.

Le général Valée avait pris le commandement. Il fut nommé maréchal, et, malgré ses excuses appuyées sur son âge (64 ans), appelé aux fonctions de gouverneur général.

L'année suivante fut fondé près de Stora, sur l'emplacement de l'ancienne ville romaine de Rusicada, le port de Philippeville, dont les communications avec Constantine étaient plus courtes que celles de Bône.

Puissance d'Abd el-Kader (1837-1839).

Le traité de la Tafna avait reconnu à Abd el-Kader une autorité considérable, qu'il s'efforçait d'étendre sur toute l'Algérie.

La province d'Oran lui obéissait presque complètement ; mais les tribus de l'ancien beylick de Titeri lui refusaient l'impôt comme à la France. Il les força à la soumission et osa même intervenir dans la province de Constantine, en faisant chasser de Biskra le bey Ahmed qui s'y était réfugié.

Dans le sud, le marabout Tedjini lui refusait son concours. Il alla l'attaquer dans son ksar d'Ain Madhi, trouva une résistance opiniâtre, mais, par une politique habile, réussit, pendant cette période, à se concilier les bonnes grâces du gouvernement français qui, non seulement ne le gêna pas, mais lui fournit des munitions (entre autres 400 obus). Après cinq mois de siège, Tedjini fut obligé de traiter.

Dès lors, personne ne songea plus à résister à l'émir. Il partagea le pays en huit gouvernements, administrés par des kalifas, ayant sous leurs ordres une hiérarchie d'agas

et de caïds.

Il avait une armée de 10,000 réguliers, dont 8,000 fantassins, 2,000 cavaliers, et une vingtaine de pièces, des poudreries à Mascara, Miliana, Médéa, Tagdemt, une manufacture d'armes à Miliana ; une fonderie de canons à Tlemcen. Il établit une ligne de postes fortifiés à Sebdou, Saïda, Tagdemt, Boghar, Biskra.

Il fit construire, en outre, un certain nombre de places de sûreté pour protéger ses magasins à Boghar, à Saïda, à Tafrana au sud de Tlemcen, à Thaza près de Miliana, et principalement à Tagdemt sur l'oued Mina près de Tiaret. Ce dernier point était sur l'emplacement d'une ancienne ville romaine. Il y fit élever une redoute et deux forts. Abd el-Kader voulait interdire aux Français de s'étendre à l'est de la Métidja. On ne tint aucun compte de cette prétention ; tout au contraire, le maréchal Valée projetait d'établir des relations directes entre Alger et Constantine. Avec une colonne de 5,000 hommes, formant deux divisions, sous les ordres du duc d'Orléans et du général de Galbois, il partit de Constantine par Mila, Sétif, franchit les fameux défilés des Portes de fer, passa par les Beni Mansour, traversa l'Isser et l'oued Khadra et rentra à Alger (nov. 1839).

Abd el-Kader en prit prétexte pour dénoncer le traité de la Tafna (20 nov. 1839) et fit ravager les fermes de la Métidja.

Période de 1840-1848.

La rupture du traité de la Tafna démontra combien était illusoire le système préconisé par les partisans de l'occupation restreinte. Il fallait donc de toute nécessité soumettre à notre autorité l'Algérie entière et ne plus y tolérer une puissance pouvant faire échec à la nôtre.

1840. - L'effectif des troupes d'Afrique fut porté à 60,000 hommes dans les premiers mois de l'année 1840. Abd el-Kader tenait la Métidja jusqu'aux portes d'Alger, bloquait étroitement tous les postes, y compris Blida qu'occupait une garnison de 5,000 hommes, commandée par le général Duvivier. Le ravitaillement de cette place fut l'occasion d'un beau combat livré le 31 déc. 1839 à l'**oued Alleg**, entre Boufarik et Blida.

Il en était de même dans la province d'Oran. La résistance très énergique du poste de **Mazagran**, défendu pendant cinq jours par une compagnie du bataillon d'Afrique (février 1840) eut un retentissement qu'auraient justifié à autant de titres d'autres faits d'armes de même nature, et restés peu connus.

Cependant une des principales préoccupations du gouverneur était de garantir tout au moins la Métidja. Il pensa atteindre ce but en faisant occuper Médéa et Miliana.

Au mois de mai, l'émir ayant réuni la plus grande partie de ses forces en avant de Médéa, le maréchal Valée forma deux divisions, présentant un effectif de 10,000 hommes, sous le commandement du duc d'Orléans et du général de Rumigny.

L'attaque et la prise du **Tenia de Mouzaïa** (12 mai), que les troupes françaises avaient franchi pour la première fois au mois de novembre 1830, fut une des plus remarquables actions des guerres d'Afrique ; une garnison fut jetée dans Médéa². L'armée redescendit ensuite dans la plaine et l'on occupa de même Miliana. Le ravitaillement de ces deux places nécessitait chaque fois une véritable expédition, et c'est à ces opérations que furent consacrés les efforts de l'armée jusqu'à la fin de la campagne de 1840.

Jusqu'alors la guerre d'Afrique avait été menée d'une manière confuse, « et indécise » qui reflétait les hésitations même du gouvernement ; on continuait à discuter avec âpreté, au Parlement, la question de savoir si l'on persisterait dans la conquête, ou s'il n'était pas préférable de tout abandonner.

Quelques officiers supérieurs avaient surgi dont la réputation militaire devait grandir encore ; parmi eux, au premier rang : Changarnier, La Moricière, Cavaignac ; mais,

²Comme toujours l'armée se consolait de ses épreuves et de ses fatigues en chantonnant :

- Quelques-uns ont la bosse des clefs ;
- Si vous saviez combien ils se donnent de peine
- Pour trouver quelque clef qui verrouille la plaine.
- Médéa c'est pour eux la clef par excellence,
- Nous pouvons maintenant dormir sans méfiance.
- Dans leur aveuglement, ils n'ont pas vu du tout
- Qu'ici tous les Bédouins ont des passe-partout.

dans le commandement en chef, aucun homme n'avait été à même de révéler les qualités maîtresses de commandement, d'organisation, de conception militaire qui forcent le succès.

Ce fut la gloire du général Bugeaud.

Conquête définitive du Tell (1841-1847).

1841. – Au commencement de 1841, le général Bugeaud remplaça le maréchal Valée comme gouverneur général. L'effectif de l'armée fut porté à 100,000 hommes. C'est alors seulement que commencèrent, suivant un plan raisonné, une série d'expéditions dont le résultat fut la conquête définitive de l'Algérie. Il est difficile de présenter un récit, même succinct, de ces opérations multiples. Il suffira, d'ailleurs, de faire ressortir les faits principaux.

La campagne de 1841 fut vigoureusement menée.

Une colonne, partie de Blida, s'avança sur Boghar et Thaza, qu'elle trouva évacués et brûlés ; elle en acheva la destruction.

Le général Bugeaud, parti de Mostaganem, se porta sur Tagdempt, qu'il détruisit ; il occupa Mascara sans résistance, et y laissa une forte garnison.

1842. – En janvier 1842, il s'empara de Tlemcen et poussa une pointe jusqu'à Sebdoou qu'il ruina ; la grande confédération des Yacoubia qui s'étend sur les Hauts-Plateaux au nord des chotts se soumit ; puis, successivement, les Beni Chougran, les Bordjia qui se trouvaient pris entre Oran, Mostaganem, et Mascara.

Des colonnes, parties d'Alger et d'Oran, faisaient leur jonction dans la vallée du Chélif. Les partisans de l'émir voyaient leurs troupeaux enlevés, leurs silos vidés, tandis que l'appât du butin grossissait le nombre des auxiliaires indigènes qui combattaient avec nous. Dans l'est, Msila était occupé en 1841 ; Tebessa, en 1842. Les tribus limitrophes de la Méfidja demandaient l'aman, et les environs d'Alger retrouvaient la sécurité nécessaire.

Cependant Abd el-Kader, se sentant hors d'état de lutter franchement, évitait toute rencontre décisive. Il abritait sa smala dans l'extrême Sud, et, avec une poignée de cavaliers, passait entre nos colonnes pour réveiller les dévouements, punir les défections, ramener les indécis. L'Ouarsenis était devenu comme sa forteresse centrale. On y pénétra et l'on força les Beni Ourar à la soumission.

Les montagnards des environs de Cherchel s'étant soulevés, ils furent vigoureusement refoulés, et, pour dominer le pays, un camp permanent fut établi sur le point stratégique d'el-Esnam, qui devint Orléansville. Une garnison fut placée à Ténès et une route ouverte à travers le Dahra relia ces deux positions.

Sur la lisière des Hauts-Plateaux, des garnisons furent installées à Boghar, Teniet, Tiaret, Sidi bel Abbès.

Les troupes, formées en colonnes légères, marchaient avec une rapidité remarquable et multipliaient les coups de mains heureux.

1843. – Prise de la smala. – Au mois d'avril, le duc d'Aumale partit de Boghar avec 600 cavaliers, et surprit la smala d'Abd el-Kader à Taguin. Il y avait là 6,000

personnes, dont 5,000 combattants, mais la soudaineté de l'attaque ne leur permit pas de se reconnaître. On fut obligé de laisser s'échapper une partie de la smala, mais on enleva 3,000 prisonniers et un immense butin. On n'avait perdu qu'une vingtaine d'hommes tués ou blessés, et l'ennemi 300.

D'autres colonnes donnaient la chasse à l'émir, qui était aux abois ; les populations étaient épuisées ; les réguliers à peu près détruits. Abd el-Kader se décida à disparaître momentanément. Il opéra une razzia sur les Hamian alors en guerre avec l'empereur Abd er-Rahman, et, « après cet acte de courtoisie arabe », passa sur le territoire marocain, où il installa ce qui restait de sa smala.

1844. – Campagne du Maroc. - Il travailla dès lors à entraîner l'empereur du Maroc dans la guerre sainte, et fut soutenu par les prédications des khouan de Moulai Taïeb et des Aïssaoua.

Au mois de mars 1844, il vint razzier nos tribus.

Pour empêcher le retour de ces incursions, on occupa la zaouïa de Lalla Maghnia à l'ouest de la Tafna ; les Marocains, prétendant à cette rivière comme ligne frontière, réclamèrent et vinrent attaquer ce poste. Des pourparlers furent entamés, mais, une conférence entre le général Bedeau et le commandant des forces marocaines ayant été rompue par une attaque de la cavalerie marocaine, le maréchal Bugeaud mit ses troupes en mouvement et, le 17 juin 1844, occupa Oudjda.

Une escadre française, commandée par le prince de Joinville, fut envoyée sur les côtes.

Bataille de l'Isly (14 août 1844). - Les satisfactions réclamées n'ayant point été données, le maréchal Bugeaud se porta en avant le 13 août, et attaqua le lendemain l'armée marocaine, forte de 30 à 40,000 hommes, campée sur les hauteurs de la rive droite de l'oued Isly. Il la battit et la dispersa complètement. L'engagement fut peu meurtrier, puisqu'on estime à 800 hommes seulement les pertes de l'ennemi, mais les conséquences morales en furent considérables ; les Marocains, commandés par le fils de l'empereur, avaient perdu leur camp, leurs canons, leurs drapeaux, leurs munitions.

De son côté, l'escadre avait bombardé Tanger le 6 août, et en avait ruiné les fortifications. Le 15, elle bombardait Mogador, et jeta à terre des compagnies de débarquement qui achevèrent de détruire les ouvrages de défense.

« Cette double exécution et la bataille de l'Isly mirent fin aux vellétés de résistance de l'empereur du Maroc. »

Le **traité de Tanger** (20 septembre 1844) termina les hostilités. Il fut convenu que les frontières seraient tracées comme à l'époque de la domination turque, mais le plénipotentiaire français, chargé de la délimitation (général de La Rue), était naturellement peu au courant des détails topographiques de cette région et de leur importance. On dit qu'il fut trompé par les Marocains. « Il abandonna la frontière traditionnelle de la Moulouïa pour un tracé bizarre qui coupe en deux les tribus. Dans le Sud, on laissa au Maroc : Ich et Figuig, c'est-à-dire la tête de la route du Touat par l'oued Guir. » (Traité du 18 mars 1845.) On sent vivement aujourd'hui les conséquences de cette faute.

1845. - Bou Maza et Abd el-Kader.- Peu de temps après, la population du

Dahra, de race berbère, remuante et belliqueuse, fut entraînée à prendre les armes par les prédications d'un marabout, Bou Maza, le premier de ces chorfa que l'on verra plus tard surgir dans diverses parties de l'Algérie. La répression fut énergique et prompte ³.

Chassé du Dahra, Bou Maza se réfugia dans l'Ouarsenis et continua d'y tenir la campagne.

Combat de Sidi Brahim (23 septembre 1845). - De son côté, Abd el-Kader rentra en scène et franchit la Tafna. Une colonne de 430 hommes, sortie de Djemaâ Ghazaouat (Nemours), fut écrasée (23 septembre). Une compagnie de chasseurs, commandée par le capitaine Géreaux, se retrancha dans le marabout de **Sidi Brahim** et s'y maintint héroïquement jusqu'au 26 ; ne recevant pas de secours, elle essaya de se faire jour par une tentative désespérée. 12 hommes seulement rentrèrent à Djemaâ Ghazaouat ; 92 étaient prisonniers, les autres morts.

Quelques jours après , un détachement de 200 hommes, envoyé pour renforcer le poste d'Aïn Temouchent, était enveloppé et mettait bas les armes.

L'insurrection devint générale.

Le maréchal Bugeaud mit alors en mouvement, un grand nombre de colonnes, dans toutes les directions, pour cerner l'émir.

1846. - Abd el-Kader faillit être pris, mais il s'échappa et parvint à gagner la Kabylie, où il fut mal accueilli. Il trouva pendant quelque temps un refuge chez les Oulad Nayl, puis chez les Harrar. Ces tribus ayant fait leur soumission, il se retira chez les Oulad Sidi Cheikh ; mais le colonel Renaud l'y relança et pénétra jusqu'à el-Abiod. L'émir se décida à rentrer au Maroc par Figuig ; Bou Maza le suivit.

1847. - Reddition d'Abd el-Kader. - Au commencement de 1847, Abd el-Kader reparut en Algérie chez les Oulad Nayl, puis dans les Ziban. De son côté, Bou Maza était dans le Dahra, mais bientôt découragé, il se rendit au colonel Saint-Arnaud.

Abd el-Kader rentra au Maroc, mais il se brouilla avec l'empereur Abd er-Rahman qui, se décidant à exécuter les clauses du traité de Tanger, le somma de se remettre entre ses mains ou de s'éloigner dans le désert. Une armée appuyait ces sommations ; alors l'émir, après avoir essayé de résister, livra un dernier combat aux Marocains, le 21 décembre, pour couvrir le passage sur la rive droite de la Moulouïa, c'est-à-dire sur le territoire français de sa déira qui fit sa soumission et lui-même, après avoir demandé qu'on lui permît de se retirer avec sa famille à Alexandrie ou à Saint-Jean-d'Acre, se rendit, le 23 décembre 1847, au général de La Moricière. Le lendemain il fut présenté au duc d'Aumale qui venait de remplacer le maréchal Bugeaud, comme gouverneur, et, deux jours après, embarqué pour Toulon. Le gouvernement français ne crut pas possible de ratifier la promesse faite à l'émir de le conduire à Alexandrie, d'où il avait l'intention de se retirer à La Mecque. Il fut interné en France.

Deux mois plus tard, le trône de Louis-Philippe était renversé par la Révolution. Ce

³Les gens de Oulad Riah refusaient de se rendre et s'étaient réfugiés dans des grottes. Le colonel Pélissier pensa les forcer à sortir en faisant allumer des feux de paille à l'entrée. Le résultat dépassa les prévisions et un grand nombre de ces malheureux, femmes et enfants, périrent asphyxiés.

ne fut qu'en 1852 que la liberté fut rendue à Abd el-Kader et qu'il reçut l'autorisation de se rendre en Syrie, où il habita Damas.

Jusqu'à sa mort (1883), il resta fidèle à sa parole et donna des preuves fréquentes de sa reconnaissance pour la générosité de la France, notamment en protégeant les chrétiens, lors des massacres de Syrie (1860).

Le duc d'Aumale avait quitté la terre d'Afrique, entouré des respects et de l'affection de l'armée; le général Cavaignac fut appelé au gouvernement général de l'Algérie.

Soumission du Sahara.

Dans le sud de la province de Constantine, le cheikh el-arab qui commandait dans le Zab oriental, et était hostile au bey de Constantine avait, dès 1832, fait acte de soumission à la France et envoyé une députation à Alger.

Depuis, ce commandement était passé aux mains d'un de ses compétiteurs, Ben Ganah, qui avait réussi à maintenir son autorité et se montrait également fidèle.

En 1841, une colonne avait parcouru sans difficulté une partie des montagnes de l'Aurès dans lesquelles le bey Ahmed avait trouvé un refuge, mais la soumission n'en était pas assurée.

En mars 1844, le duc d'Aumale avait conduit une colonne jusqu'à Biskra et y avait laissé garnison.

Dans le sud de la province d'Alger, à la même époque, le général Marey avait poussé jusqu'à Laghouat et était entré en relations avec le marabout Tedjini d'Aïn Madhi.

En 1846, des colonnes conduites par le général Cavaignac et par le général Renauld avaient parcouru la région des Ksour, au sud de la province d'Oran et s'étaient avancées jusqu'à Moghar et jusqu'à Tiout. Toutefois, aucune garnison permanente n'avait été laissée dans cette région.

Période de 1848-1857.

La reddition d'Abd el-Kader marque la fin de la période de la grande guerre d'Afrique. Il restait toutefois à consolider la prise de possession du pays et à faire reconnaître définitivement la souveraineté de la France dans l'extrême Sud et, surtout dans la Kabylie, où nos colonnes n'avaient pas encore pénétré.

Expédition de Zaatcha (oct. et nov. 1849). - Un chérif, Bou Zian, exploitant le mécontentement causé par certaines mesures administratives, insurgea les tribus des Ziban. Une colonne, envoyée sur l'oasis de Zaatcha fut repoussée (juillet 1849).

L'expédition fut reprise, à l'automne suivant, par le général Herbillon avec une colonne de 4,000 hommes. Les attaques de vive force, tentées sur l'oasis, furent encore infructueuses (octobre 1849). Il fallut faire un siège en règle. Le 28 novembre, les brèches ayant été reconnues praticables, l'assaut fut donné. Le colonel Canrobert enleva la première brèche, mais il fallut ensuite se battre rue par rue, maison par maison. La résistance fut particulièrement tenace. La ville et l'oasis furent rasées. On avait perdu 9,500 hommes tués et blessés, sans compter les victimes faites par le choléra.

L'Aurès s'était également insurgé. La petite ville de Nara, dans la vallée de l'oued Abdi, offrit, comme Zaatcha, une résistance opiniâtre et eut le même sort.

Conquête du Sud. - Expédition de Laghouat. - En 1852, un chérif revenant de La Mecque, Mohammed ben Abdallah, devint l'instrument d'intrigues sourdes menées par la Turquie, toujours disposée aux illusions et persuadée que le moment était favorable pour remettre la main sur l'Algérie. Il avait débarqué à Tripoli et était entré dans le Sahara par Ghadamès.

Il avait créé à Ouargla un centre d'agitation, et ses partisans réussirent à prendre Laghouat où nous avions installé un kalifa. Le général Pélissier vint assiéger l'oasis, s'en empara après quelques heures de canonnade, mais il dut livrer un combat acharné dans l'intérieur de la ville (4 déc. 1852). Une garnison permanente y fut maintenue.

La soumission des tribus sahariennes n'aurait pu être obtenue par l'action seule des colonnes françaises, trop lentes à se mouvoir pour cette guerre du désert ; mais un des chefs les plus influents du Sud, Si-Hamza, chef des Oulad Sidi Cheikh, ne supportait pas de voir grandir l'influence d'un agitateur de basse origine.

Il offrit son concours, et, avec les goums des tribus soutenus à distance par des colonnes légères parties de Géryville, de Laghouat, d'Aïn Rich, il se mit à la poursuite du chérif d'Ouargla, battit ses contingents et occupa **Ouargla** (décembre 1853).

Depuis les frontières marocaines jusqu'au Djerid tunisien, Si Hamza, que les tribus appelaient le kalifa français, fit reconnaître son autorité.

Le **Mzab** fit sa soumission.

A la fin de 1854, une colonne, sous les ordres du général Desvaux, entra à **Tougourt** après un combat d'avant-garde, tandis que le commandant du Barail arrivait par Laghouat. L'Oued-Righ et l'Oued-Souf reconnurent la domination française.

L'extrême Sud fut pacifié pour dix ans.

Soumission de la Kabylie.

Sur les côtes de la Kabylie, on avait occupé Bougie (1833), Djidjelli (1839), Collo (1843).

En 1844, le maréchal Bugeaud s'était emparé de Dellys et avait battu la grande tribu des Flissa. L'expédition, interrompue par la campagne du Maroc, fut reprise quelques années après. Les Beni Abbès et quatorze tribus firent leur soumission.

L'agitation de 1849 eut son contre-coup dans la Kabylie. Un chérif, Bou Baghla, maintint l'insurrection du pays pendant plusieurs années.

En **1851** (mai à juillet), le général de Saint-Arnaud, commandant la province de Constantine, conduisit une colonne de 8,000 hommes dans les montagnes des **Babor**, entre Mila et Djidjelli, tandis qu'une colonne de moindre importance, conduite par le général Camon, opérait entre Sétif et Bougie.

Partout la résistance fut opiniâtre. Cependant les tribus finirent par offrir leur soumission, et Bou Baghla se réfugia dans la grande Kabylie. Cette campagne fut rude et meurtrière, mais les résultats peu durables.

Au mois de novembre de la même année, l'agitation persistant dans la vallée du Sebaou (grande Kabylie), le général Péliissier, gouverneur par intérim, dirigea deux fortes colonnes entre Tizi-Ouzou et Dra el-Mizan; il châtia durement les tribus rebellés en incendiant 29 villages.

Au commencement de **1852**, Bou Baghla reparut dans l'oued Sahel; il fut rejeté dans la montagne par le général Bosquet. Les opérations intermittentes des petites colonnes isolées ne pouvant amener de résultat définitif, le général Randon, alors gouverneur de l'Algérie, prépara un plan d'ensemble pour pacifier la Kabylie. En attendant le moment d'entreprendre cette campagne, il fit amorcer les routes qui devaient faciliter la marche des colonnes.

En **1853**, le général Randon, à la tête de deux divisions commandées par les généraux Bosquet et de Mac-Mahon, formant un total de 10,000 hommes d'infanterie (un seul escadron de spahis), réalisa d'abord la soumission de la **Kabylie des Babor** ou **Petite Kabylie**, sur laquelle l'expédition de 1851 n'avait fait que peu d'impression. Les deux colonnes opérant sur chaque rive de l'oued Agrioun se rejoignirent à l'embouchure. Toutes les tribus se soumirent solennellement. Une route fut ouverte de Djidjelli à Constantine par Mila.

La guerre d'Orient amena une réduction sensible dans l'effectif des troupes d'Algérie, la tranquillité ne fut troublée cependant que dans la grande Kabylie où Bou Baghla fomenta une nouvelle insurrection. Deux divisions, sous le commandement du gouverneur (général Randon), parties, l'une de Sétif, sous les ordres du général de Mac-Mahon, l'autre, de Tizi-Ouzou, sous ceux du général Camon, marchèrent à la rencontre l'une de l'autre et firent leur jonction au cœur de la grande Kabylie (juin).

Elles enlevèrent les villages fortifiés au prix de grandes fatigues et de pertes sensibles

(un millier d'hommes tués ou blessés). Les Beni Raten et les Beni Menguillet firent leur soumission. Bou Baghla perdit toute influence, et fut obscurément tué peu après (décembre) dans l'oued Sahel.

Pendant les années 1855 et 1856, régna un calme relatif, troublé pourtant par quelques mouvements de tribus qui nécessitèrent une nouvelle expédition en 1856.

Campagne du Djurdjura. - Enfin, au printemps de **1857**, le maréchal Randon put entreprendre la grande opération qu'il projetait depuis quatre années. Il y employa plus de 30,000 hommes, formés en quatre divisions, sous les ordres des généraux Renault, de Mac-Mahon, Jusuf, Maissiat. Les Beni Raten, attaqués les premiers, se défendirent énergiquement, mais, écrasés par le nombre, ils cédèrent après une lutte de deux jours.

Après eux, les Beni Menguillet, retranchés dans le village d'**Icheriden**, soutinrent (le 24 juin) un sanglant combat contre la division de Mac-Mahon ; puis les Beni Yeni (11 juillet). Ces combats amenèrent la soumission successive de toutes les tribus encore en armes. Elles livrèrent des otages et payèrent des contributions de guerre. La campagne avait duré 60 jours.

La Kabylie, qui n'avait jamais obéi aux maîtres de l'Algérie, était domptée ; des routes militaires furent ouvertes dans les montagnes et le fort Napoléon fut construit sur le plateau de Souk el-Arba, chez les Beni Raten, pour maîtriser le pays.

Période de 1858-1871.

La soumission de la grande Kabylie marque la fin de la période de conquête. Désormais la souveraineté de la France est assise sur l'Algérie entière, des frontières du Maroc à celles de Tunisie. Dans l'extrême Sud, les tribus de grands nomades, dont les parcours s'étendent de la chaîne saharienne jusqu'au Gourara, reconnaissent son autorité. C'est par elles cependant qu'arriveront, plusieurs fois encore, les excitations à la révolte, et l'insurrection se propagera parfois jusqu'au Tell avec la rapidité des incendies.

Expédition du Maroc (1859).

Sur la frontière du Maroc, les Angad, les Beni Snassen, tribus remuantes, ne reconnaissant aucune autorité, ne respectant ni frontières, ni traités, avaient renouvelé leurs incursions sur le territoire français.

Un camp fut formé à l'oued Kiss (oued Adjeroun), et, malgré les ravages causés par le choléra, deux divisions (Valsin et Jusuf), opérèrent sur les Beni Snassen et enlevèrent leur village fortifié de Tagma. Les Angad et les Maya furent également atteints et châtiés.

Plus au sud, une colonne sortie de Géryville opéra une grande razzia sur les Beni Guil.

Insurrection de 1864.

La région du Sud, entre Géryville et Ouargla, avait été érigée en un grand commandement au profit de Si Hamza, le chef des Oulad Sidi Cheikh. Il mourut du choléra à Alger en 1861. Son fils aîné, Sidi bou Beker, servit aussi la France avec fidélité ; il mourut à son tour, peu de temps après. Son frère Si Sliman, froissé dans ses rapports avec l'autorité française, se laissa entraîner par son oncle, Si Lala, et leva l'étendard de la révolte.

Le lieutenant-colonel Beauprêtre, commandant supérieur de Tiaret, se porta aussitôt vers le Djebel-Amour ; le 8 avril, il campait avec une petite colonne d'une centaine d'hommes d'infanterie à Aïn Sidi bou Beker, près de Stitten. Son camp fut surpris pendant la nuit, et il fut massacré avec toute sa colonne. Si Sliman fut tué dans cette affaire.

Toutes les tribus du Djebel-Amour se soulevèrent et l'insurrection gagna le Tell.

Une colonne, conduite dans le Sud par le général Deligny, n'obtint que des succès sans résultat. Dans l'Ouarsenis, la belliqueuse tribu des Flitta prit, à son tour, les armes, à la voix du marabout Si Lazereg. Le caravansérail de la Rouïa, sur la route de Mostaganem, fut attaqué et fut brûlé avec ses défenseurs ; les villages d'Ammi Moussa et de Zemmora furent pillés et incendiés. La mort de Si Lazereg, tué par un boulet, déconcerta les Flitta, qui, après quelque résistance, firent leur soumission.

Dans le sud de la province d'Alger, les généraux Jusuf et Liébert avaient contenu les populations hésitantes et opéré quelques razzias.

Mais, dans le Sud-Oranais, on subissait un échec à el-Beïda et Si Lala allait ravager le pays jusqu'aux portes de Tlemcen. Si Mohammed, qui avait remplacé Si Sliman, à la tête des Oulad Sidi Cheikh, ayant été blessé mortellement, le 4 février 1865, dans un engagement contre le général Deligny, l'insurrection entra dans sa période de décroissance ; mais les Oulad Sidi Cheikh continuèrent la lutte pendant les années suivantes en razziant les tribus soumises. En 1869, un parti de 3,000 cavaliers et de 800 fantassins s'avança jusqu'à Taguin. Il fut refoulé dans le désert.

Au commencement de 1870, les Hamian étaient encore razziés par les insurgés.

Expédition du général de Wimpffen dans le Sud-Marocain (1870).

Lorsqu'ils étaient pressés de trop près, les Oulad Sidi Cheikh cherchaient un refuge au Maroc et trouvaient assistance près des trois puissantes tribus des Beni Guil, des Oulad Djerir, et des Douï Ménia, qui étaient leurs serviteurs religieux. C'est alors que le général de Wimpffen conduisit sur l'oued Guir l'expédition que nous avons relatée en parlant du Sahara marocain et qui eut pour conséquence le maintien d'une tranquillité relative dans cette région, pendant la guerre franco-allemande et pendant la grande insurrection qui allait éclater.

Insurrection de 1871.

Les désastres de la guerre de 1871 eurent leur contre-coup en Algérie.

Des réformes intempestives, ou trop hâtivement appliquées par le gouvernement de la Défense nationale, avaient agité les esprits et affaibli l'autorité des bureaux arabes, au moment même où l'effectif des troupes avait été considérablement diminué et le commandement désorganisé. La naturalisation en masse des israélites contribua pour une large part à accentuer les mauvaises dispositions de certaines tribus ; mais, heureusement, les insurrections éclatèrent successivement et sans être coordonnées.

Les premiers symptômes se manifestèrent, au mois de janvier 1871, par la révolte d'une smala de spahis cantonnés près de Souk-Arras, sur la frontière de Tunisie, et qui refusèrent de s'embarquer pour la France. La tribu des Hanencha fit défection. Un mois après, le poste d'el-Milia, entre Constantine et Collo, était attaqué.

Enfin, au mois de mars, Mokrani, bach-aga de la Medjana, d'une famille dont l'influence traditionnelle s'étendait bien au delà de son commandement, donnait sa démission, motivée sur l'établissement du régime civil ; il renvoyait les insignes de la Légion d'honneur qui lui avaient été conférés, et adressait au gouverneur une déclaration de guerre formelle.

Le 16 mars, avec 8,000 hommes, il parut devant Bordj bou Arreridj et saccagea le village ; mais le bordj, où s'étaient réfugiés les habitants, résista heureusement à ses attaques.

Toute la Kabylie s'insurgea ; Fort-National, Tizi-Ouzou, Dra el-Mizan, Beni Mansour, Bougie, Djidjelli, Mila, furent attaqués et investis. Les attaques de vive force étant

repoussées, l'ennemi organisait des sièges réguliers, menait des approches, pratiquait des mines, montrait une habileté inaccoutumée et un acharnement extraordinaire.

Les exploitations isolées étaient dévastées ; le village de Palestro détruit et ses habitants massacrés.

Sétif, Aumale, Batna étaient menacés. Une pointe était tentée vers Alger, et une colonne formée de quelques soldats d'infanterie, de mobilisés, de francs-tireurs, avançait, seulement de quelques heures, les Kabyles au village de l'Alma et leur livrait (22 avril) un combat qui préserva heureusement la Métidja de leurs ravages, mais elle arriva trop tard pour sauver Palestro.

On se hâta avec les quelques ressources disponibles d'organiser deux colonnes mobiles : l'une dans la province d'Alger avec le général Cézér ; l'autre dans la province de Constantine avec le général Saussier.

Mokrani fut tué dans une reconnaissance et sa mort décapita l'insurrection. Le colonel Cézér, combinant ses mouvements avec ceux du général Lallemand qui venait d'Alger, on débloqua successivement toutes les places et l'on désarma les tribus. La Kabylie était de nouveau domptée. L'insurrection éclata peu après dans le Dahra, chez les Beni Menacer, qui bloquèrent Cherchel. On se hâta de les réduire.

Dans la province de Constantine, six colonnes opérèrent contre Bou Mezrag, qui avait succédé à son frère Mokrani. Après une campagne de cinq mois, les insurgés furent écrasés au combat du djebel Bou Thaleb.

Les Chambaâ révoltés furent poursuivis dans l'extrême Sud jusqu'à Goléa, où le général de Gallifet conduisit pour la première fois une colonne française (1873).

La Kabylie fut sévèrement châtiée ; elle eut à payer des indemnités de guerre considérables, perdit son autonomie municipale ; une partie des terres fut mise sous le séquestre et affectée à la colonisation, qui pénétra ainsi dans ses vallées.

Depuis ce moment, la tranquillité du Tell n'a plus été troublée.

Révolte d'el-Amri (1876) et de l'Aurès (1879).

En 1876, quelques douars se révoltèrent à el-Amri ; dans les Ziban, et furent facilement réduits.

En 1879, les tribus de l'Aurès se soulevèrent, mais plutôt contre leurs caïds que contre l'autorité française. Ces mouvements, rapidement réprimés, n'eurent pas de conséquence.

Insurrection de 1881-1882.

L'insurrection de 1881 a eu plus de gravité, mais ce n'est, en définitive, que la suite de l'insurrection des Oulad Sidi Cheikh, mal assoupie depuis 1870 ; des négociations entamées par leurs chefs, désireux de recouvrer la grande position faite autrefois par l'autorité française à Si Hamza, n'avaient pas abouti.

Un marabout jusqu'alors obscur, Bou Amama, profitant des dispositions hostiles des tribus, les entraîna soit de gré, soit de force. Des erreurs de commandement, des

précautions insuffisantes permirent à la révolte de se propager (avril 1881).

Bou Amama, auquel on donna ainsi une importance qu'il n'avait pas au début, sut se dérober aux colonnes ; il se porta au nord des chotts, ravagea les chantiers d'alfa et en massacra les ouvriers.

Une colonne envoyée dans les montagnes des ksour, sous les ordres du colonel Innocenti, fut attaquée près de Chellala par les contingents révoltés ; mais bientôt une direction plus énergique et la mise en mouvement de colonnes nombreuses (près de 30,000 hommes), obligèrent Bou Amama à se réfugier au Maroc.

Des colonnes envoyées à Moghar trouvèrent le pays désert ; la maison de Bou Amama fut détruite.

Le colonel de Négrier s'avança jusqu'à el-Abiod. Il fit sauter la kouba du marabout ancêtre des Oulad Sidi Cheikh et en fit transporter les ossements à Géryville.

Les insurgés, qui s'étaient réfugiés dans les forteresses naturelles des hautes montagnes des ksour, furent successivement délogés de toutes leurs positions.

Des colonnes légères, envoyées à la poursuite de Bou Amama, poussèrent très loin, à 140 kilomètres au delà de Figui, et atteignirent plusieurs fois ses contingents, auxquels des pertes sérieuses furent infligées ; mais Figui ne fut pas attaqué, malgré les dispositions hostiles montrées par ses habitants.

Combat du chott Tigri (20 avril 1882).

Quelque temps après, une mission topographique (capitaine de Castries), envoyée en reconnaissance vers le chott Tigri, fut inopinément enveloppée par des forces nombreuses avec lesquelles se trouvait Bou Amama. Son escorte, formée par deux compagnies de la légion, réussit à la protéger non sans pertes. Cette affaire isolée n'eut d'ailleurs aucune conséquence.

La plus grande partie des tentes insurgées rentrèrent successivement sur notre territoire et demandèrent l'aman. Les tribus marocaines, qui les avaient d'abord accueillies, ne se souciaient pas de voir leur séjour au milieu d'elles se prolonger, ni de partager indéfiniment avec elles leurs pâturages. Des conflits armés surgirent entre les uns et les autres. Il ne resta avec Si Sliman qu'un petit groupe de cavaliers fidèles ; le prestige éphémère de Bou Amama s'éteignit ; il chercha un refuge de ksar en ksar.

Des négociations avec les chefs des Oulad Sidi Cheikh Cheraga ont ramené la tranquillité dans le Sud-Oranais. La création des postes de l'extrême Sud et l'achèvement du chemin de fer d'Aïn Sefra donnent les moyens de réprimer rapidement et, peut-être, de prévenir de nouvelles tentatives d'insurrection.

Si Hamza, le chef religieux des Oulad Sidi Cheikh, a fait sa soumission au mois de mai 1883. La kouba d'el-Abiod a été reconstruite et les ossements du marabout y ont été rapportés.

Occupation du Mزاب (novembre 1882).

L'occupation du Mزاب, qui eut lieu sans résistance au mois de novembre 1882, a été le dernier acte militaire de la conquête de l'Algérie.
